

## SYRIE-TURQUIE

Ankara menace Damas de représailles  
en cas de violation de son espace aérien

**Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a averti hier que la riposte de la Turquie serait musclée en cas de violation de son espace aérien par la Syrie.**

«Notre réponse sera forte si vous violez notre espace aérien», a déclaré M. Erdogan à l'adresse du régime syrien, lors d'un meeting électoral, tout en félicitant l'armée turque pour avoir abattu un avion militaire syrien près de la frontière turco-syrienne. «Je félicite le chef d'état-major des forces armées et les valeureux pilotes... Je félicite nos forces aériennes», a déclaré le chef du gouvernement.

La Syrie a dénoncé hier une «agression flagrante» en accusant la Turquie d'avoir abattu l'un de ses avions militaires dans la région frontalière de Kassab, dans le nord-ouest du pays. L'armée turque a déclaré qu'elle avait lancé des avertissements à

«quatre reprises» à deux avions de chasse MIG-23 syriens pour qu'ils rebroussent chemin, et qu'elle avait fait décoller ses F-16, lorsque l'un des appareils a refusé d'obtempérer.

«En dépit des avertissements, le deuxième avion syrien est entré dans l'espace aérien turc à 11h13 GMT, a parcouru environ un kilomètre, puis a pris la direction de l'ouest et a continué sur 1,5 kilomètre dans notre espace aérien», a indiqué l'armée sur son site web.

«L'un des avions de combat F-16 a tiré un missile sur l'avion syrien à 11h14 GMT, conformément aux règles d'engagement, et l'avion est tombé en territoire syrien dans la région de Kassab, à 1 200 mètres de la frontière», a-t-elle ajouté.

De son côté, le président turc, Abdullah Gül, a appelé le chef d'état-major, le général Necdet Ozel, pour le féliciter. «La Turquie a montré sa détermination à protéger sa fron-



Recep Tayyip Erdogan.

tière», a estimé M. Gul, cité par les médias locaux. Le président du Parlement, Cemil Cicek, a déclaré que la Turquie avait fait usage de son droit conformément au droit international.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, la défense aérienne turque a ciblé l'avion de combat syrien alors qu'il bombardait des secteurs dans la province de Lattaquié (ndlr : nord de la Syrie).

Des avions de chasse turcs avaient abattu l'an dernier un hélicoptère syrien qui avait été repéré, selon Ankara, à deux kilomètres à l'intérieur de l'espace aérien turc.

La Turquie a modifié ses règles d'engagement après qu'un de ses avions de combat eut été abattu par les forces aériennes syriennes en juin 2012.

Résolument hostile au régime de Damas, la Turquie héberge plus de 750 000 réfugiés syriens entassés pour la plupart dans des camps le long de la frontière.

Photo : DR.

## LIBYE

L'équipage du pétrolier  
contrebandier restitué  
à Tripoli, remis  
à la police

L'équipage d'un pétrolier contrebandier restitué samedi par la marine américaine à la Libye, ainsi que trois Libyens qui étaient à bord, ont été remis hier à la police à Tripoli, a rapporté l'agence libyenne Lana. La marine libyenne qui avait pris le contrôle du navire samedi a remis à la police judiciaire les 21 membres d'équipage de différentes nationalités ainsi que trois Libyens qui les accompagnaient à bord du bateau, a indiqué l'agence. Selon le porte-parole du procureur général libyen, al-Seddik al-Sour, le capitaine du navire ainsi que les trois Libyens qui étaient à bord, étaient interrogés hier dimanche. Washington avait annoncé samedi avoir remis aux forces de sécurité libyennes le pétrolier chargé de brut acheté illégalement à des rebelles autonomistes de l'est libyen.

Le transfert avait eu lieu dans les eaux internationales, selon l'ambassade américaine à Tripoli qui a précisé avoir reçu des assurances du gouvernement libyen, «que le capitaine, les membres de l'équipage et les ressortissants libyens qui sont à bord du pétrolier apatride seront traités humainement, conformément aux normes internationales des droits de l'Homme». Le Morning Glory, un navire égyptien battant pavillon nord-coréen de complaisance, que Pyongyang a dénoncé quelques jours plus tard, était arrivé le 8 mars au port d'al-Sedra, contrôlé par les rebelles. Peu après, il se mettait à charger du brut, vendu par les rebelles autonomistes de l'est de la Libye qui bloquent depuis juillet 2013 les terminaux pétroliers, suspendant les exportations de brut et privant ainsi le pays de sa principale source de revenus.

Le procureur général libyen avait immédiatement ordonné l'arrestation du navire et de son équipage, et la marine libyenne avait annoncé avoir cerné le port pour l'empêcher de sortir. Mais le 11 mars, les autorités libyennes ont admis que le navire, chargé d'au moins 234 000 barils de brut, avait réussi à «profiter des mauvaises conditions climatiques pour se diriger vers le large» et échapper à l'escorte des forces libyennes. Mais hier, le chef d'état-major de la marine libyenne Hassan Bouchnak, a précisé que la marine libyenne était sur le point de bombarder le navire qui tentait d'échapper à son escorte. «Une intervention des forces américaines qui craignaient une catastrophe naturelles en Méditerranée nous a empêchés de détruire le navire», a ajouté ce responsable lors d'une conférence de presse. Selon lui, la marine américaine a assuré aux autorités libyennes qu'elle allait arraisonner le navire et le restituer.

Chose faite lundi, quand les forces spéciales de la marine américaine en Méditerranée sont parvenues à saisir le navire avant de l'escorter jusqu'en Libye. Le navire est arrivé tôt hier au large de Tripoli avant de se diriger vers le port de Zawiya, à 50 km à l'ouest de la capitale pour décharger sa cargaison, selon une source de la marine libyenne.

## AFGHANISTAN

Kaboul accuse des «services secrets  
étrangers» d'être derrière l'attaque du Serena

**Des services secrets étrangers sont «derrière» l'attaque de l'hôtel Serena qui a fait 9 morts jeudi soir à Kaboul, a affirmé hier le gouvernement afghan, une accusation semblant viser le Pakistan voisin.**

«L'analyse de l'ensemble des témoignages et des informations préliminaires dont nous disposons montre que cette attaque terroriste a été directement perpétrée par des services secrets étrangers», a indiqué la présidence afghane dans un communiqué.

Kaboul affirme, citant des informations fournies par les services secrets afghans (NDS), «qu'un diplomate pakistanais, venu précédemment au Serena pour utiliser la salle de sport, a filmé les couloirs de l'hôtel». Le gouvernement afghan accuse régulièrement le Pakistan, qui fut le premier soutien des talibans lorsqu'ils

étaient au pouvoir (1996-2001) et où nombre d'entre eux ont trouvé refuge après la chute de leur régime, de soutenir depuis leur rébellion pour défendre ses intérêts stratégiques dans la région, ce qu'Islamabad a toujours nié. Neuf personnes ont été tuées jeudi soir dans l'attaque du Serena, l'hôtel le plus luxueux de Kaboul, dont deux Canadiennes travaillant pour la fondation Agha Khan et un Paraguayen œuvrant pour l'organisme américain NDI, ainsi que le journaliste de l'Agence France-Presse Sardar Ahmad, sa femme et deux de ses enfants. Grièvement blessé, le troisième enfant du couple, un jeune garçon, était toujours hier dans un état critique.

L'attaque, menée deux semaines avant le premier tour de la présidentielle, le 5 avril, a été revendiquée par les talibans, artisans d'une violente insurrection

en Afghanistan depuis leur éviction du pouvoir en 2001. Dans son communiqué, diffusé à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité nationale afghan (NSC), une instance dirigée par le chef de l'État Hamid Karzaï, la présidence afghane évoque des «contradictions» entre la revendication des talibans et le mode opératoire de l'attaque.

«Les talibans ont affirmé avoir fait détoner des explosifs devant l'entrée du Serena» et avoir utilisé «un lance-roquette et des armes lourdes», indique le communiqué. «Or le fait est que quatre terroristes ont pénétré dans le Serena avec des pistolets et des munitions dans leurs chaussures». La présidence afghane soutient également que «les talibans et le réseau Haqqani (une composante de la rébellion afghane, ndlr) ne sont pas au courant de cette opération».

## KENYA

## Quatre morts et 17 blessés dans l'attaque d'une église

attaques des Shebabs sur leur territoire.

Le Kenya — dont les troupes ont repris en octobre le port stratégique de Kismayo aux shebabs — et l'Ouganda — premier contributeur de troupes de l'Amisom — ont déjà été le théâtre d'attentats d'ampleur menés par les islamistes somaliens ralliés à Al-Qaïda, en représailles de leur participation à l'Amisom. En septembre, un commando avait pris d'assaut le centre commercial Westgate à Nairobi, tuant au moins 67 personnes. Les Shebabs avaient déclaré que cette opération était une «réponse» à la présence des forces kényanes en Somalie. L'attaque de dimanche intervient quelques jours après l'arrestation, lundi dernier de deux hommes qui circulaient à bord d'un véhicule piégé à Mombasa, et qui étaient soupçonnés de préparer «une attaque de grande ampleur». Les deux hommes étaient surveillés depuis la Somalie par des forces kényanes et étrangères. «Cela aurait pu être une attaque d'ampleur», a expliqué le préfet du département de Mombasa, Nelson Marwa, après la double arrestation. La cible prévue de l'attentat n'a pas été identifiée. Selon M. Marwa, les deux suspects — «Kényans d'ethnie somali» — ont été arrêtés à Changamwe, quartier proche de l'aéroport international de Mombasa et d'une raffinerie. Mombasa, comme la province de la Côte, est très majoritairement musulmane dans un pays qui se déclare à plus de 80% chrétien. De hauts respon-

sables de la sécurité au Kenya avaient averti le mois dernier des «risques accrus de radicalisation» parmi des islamistes locaux. Pas plus tard que samedi, le ministre de l'Intérieur Joseph Ole Lenku a indiqué que la sécurité avait été renforcée à Mombasa, ainsi que dans la capitale Nairobi et d'autres villes du pays. «Nos militaires sont présents, ils font tout ce qui est possible pour combattre le crime et le terrorisme», a-t-il dit dans un communiqué. Malgré cela, la tension demeure très vive entre forces de sécurité et jeunes musulmans radicaux.

En février dernier, la police avait lancé un raid meurtrier contre une mosquée radicale dans le centre ville de Mombasa, et appréhendé plusieurs personnes soupçonnées de prendre part à une réunion prônant l'extrémisme. Plusieurs leaders musulmans ont été abattus sur la côte kényane, leurs partisans accusant la police de sponsoriser des assassinats, des accusations démenties par les forces de sécurité. Des groupes islamistes locaux comme la formation radicale Al-Hijra (l'Hégire), opèrent sur la côte et sont considérés comme liés aux shebabs. L'Amisom, forte depuis janvier de 22 000 hommes, a repris récemment six localités aux shebabs. Déposés de leurs principaux bastions en Somalie, ces derniers privilégient des actions de guérilla et attentats, tant sur le territoire de pays fournissant des troupes à l'Amisom qu'à Mogadiscio.